

13 JUL. 2023

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74000 Annecy

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SAEME DANONE EAUX FRANCE

Usine d' AMPHION
BP 609
74500 Évian-les-Bains

Références : 20230619_RAP_Insp_PAC_SAEME_V2
Code AIOT : 0006104663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2023 dans l'établissement SAEME DANONE EAUX FRANCE, implanté AMPHION ZI DU VIGNOBLE FRANC, 74500 Publier. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a demandé à rencontrer l'inspection pour discuter de son projet d'extension. A cette occasion, le site a fait l'objet d'une visite d'inspection. Lors de cette inspection, il a notamment été abordé le sujet des restrictions en matière de consommation d'eau en période de sécheresse. Ce thème s'inscrivant dans le cadre de l'action nationale sécheresse, cette inspection fait l'objet d'un autre rapport d'inspection spécifique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAEME DANONE EAUX FRANCE
- AMPHION ZI DU VIGNOBLE FRANC 74500 Publier

- Code AIOT : 0006104663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de Publier/Amphion a été construite en 1965. Elle embouteille la totalité de l'eau minérale captée à partir de l'impluvium situé sur le plateau de Gavot. L'usine produit annuellement 2 milliards de bouteilles, de différents formats (soit environ 6 millions par jour). Le conditionnement est réalisé pour l'essentiel en bouteilles en PET. L'usine produit les préformes au moyen de presses à injecter, les préformes étant ensuite soufflées sur les chaînes de remplissage. À ce titre elle utilise environ 100 tonnes par jour de granulés PET.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 13 août 2018 qui a fait suite à une reconstruction importante de l'usine destinée à accroître la capacité d'embouteillage tout en améliorant le cloisonnement du site vis à vis du risque d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suites inspection du 11/08/2021: pertes de granulés plastiques	Décret du 16/04/2021, article 1
2	Projet d'extension du bâtiment de stockage Oméga	Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8
3	Porter à connaissance du 22/09/23: Conditions de stockage bâtiment Oméga	Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, aucune non-conformité n'a été constatée.

Concernant le porter à connaissance du 22/09/23 relatif aux conditions de stockage des produits finis dans le bâtiment Oméga, l'inspection propose au préfet de prendre acte de la modification sous réserve que le ratio moyen pondéré matières combustibles/eau des différentes cellules de stockage du bâtiment Oméga reste inférieur à 8,53%, ratio pris en compte par l'étude INERIS. Cette condition sera reprise sous forme de prescription dans l'APC qui sera réalisé suite à une prochaine modification.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 11/08/2021: pertes de granulés plastiques

Référence réglementaire : Décret du 16/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Pertes de granulés plastiques dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Article D541-361: Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus

<p>accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>NOTA: Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats : Suite à l'inspection du 11/08/2021, l'observation suivante a été émise dans le rapport d'inspection: <i>"Bien qu'il n'ait pas été fait de constat négatif lors de l'inspection, on peut penser que la taille du regard et du panier recueillant les épanchements de granulés pourrait être insuffisante en cas de déversement significatif ou bien de nettoyage tardif.</i> <i>Il est demandé à la société des eaux d'Evian d'examiner les possibilités d'amélioration du dispositif de retenue des granulés dans le cadre de l'application des dispositions du décret du 16 avril 2021 et si possible anticiper les échéances fixées au niveau national compte tenu de la sensibilité du milieu récepteur.</i> [...] <i>L'exploitant devra préciser à l'inspection des installations classées, pour l'observation émise, les actions prévues ou engagées. Une réponse est attendue sous un délai d'un mois."</i></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de courrier à l'inspection comme demandé.</p> <p>Cependant l'exploitant a réalisé des travaux fin 2022. Des grilles ont été installées sur l'ensemble des regards eaux pluviales de la zone de dépotage et une attestation de conformité aux dispositions requises par le décret du 16 avril 2021, a été délivrée le 13/02/2023 par la société AFNOR certification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Projet d'extension du bâtiment de stockage Oméga

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8
Thème(s) : Situation administrative, modification d'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 1.8 : Modification - Extension - Changement d'exploitant :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande</p>

d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet de la Haute-Savoie dans le mois suivant la prise de possession.

Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son projet d'extension de la plateforme logistique Oméga, qui compte déjà 17 000 places de palettes. L'objectif est d'augmenter de 2000 places palettes le stockage afin de ne pas arrêter de lignes de production par manque de capacité de stockage.

L'extension du bâtiment Oméga est prévue au Sud du bâtiment, dans la continuité de l'excroissance existante, sur le polygone d'espace vert actuel.

La manipulation des palettes dans cette extension ne serait pas réalisée par des navettes automatiques, comme dans le bâtiment Oméga. L'exploitant prévoit de déposer le permis de construire dans quelques jours et une livraison du bâtiment au second semestre 2024.

L'exploitant a rencontré les assureurs. Tous les murs extérieurs sont prévus coupe feu 2h ainsi que le mur entre le bâtiment existant et l'extension. L'exploitant ne prévoit pas de sprinklage de cette extension, contrairement au bâtiment Oméga.

L'exploitant rappelle à l'inspection que le bâtiment Oméga n'est pas considéré comme un entrepôt soumis à la rubrique 1510 en raison du caractère non-combustible des produits finis qui y sont stockés.

L'exploitant n'a pas encore réalisé le porter à connaissance pour cette modification.

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un porter à connaissance de la modification (présentation du projet, du changement de situation administrative, des impacts du projet sur l'environnement, sur les dangers, des prescriptions de l'AP à modifier...).

L'inspection invite l'exploitant à se rapprocher du SDIS pour avoir son avis sur ce projet. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le respect :

- des besoins en eau en cas d'incendie (guide D9)
- du volume de rétention des eaux d'extinction (guide D9A).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Porter à connaissance du 22/09/23: Conditions de stockage des produits finis dans le bâtiment Oméga

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 1.8 .

Thème(s) : Situation administrative, modification d'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 1.8 : Modification - Extension - Changement d'exploitant :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet de la Haute-Savoie dans le mois suivant la prise de possession.

Constats :

Par courrier reçu le 22/09/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un porter à connaissance (PAC) relatif aux conditions de stockage des produits finis (bouteilles d'eau pleine) dans le bâtiment Oméga.

Dans ce PAC, l'exploitant demande une modification de l'article 10.71 de l'arrêté préfectoral du site du 13/08/2018, à savoir la suppression, en cas de stockage en masse, de:

- la surface maximale des îlots au sol de 500 m²,
- la distance minimale de 1 m entre les îlots et les parois.

Ces conditions de stockage sont similaires à celles qui sont imposées dans l'arrêté du 11 avril 2017 (modifié par arrêté du 24 septembre 2020) relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Or le bâtiment Oméga n'a pas été considéré lors de son autorisation (arrêté du 13/08/2018) comme un entrepôt soumis à la rubrique 1510 en raison du caractère non-combustible des produits finis, puisque le ratio moyen pondéré matières combustibles/eau du bâtiment (8,45%) était tout à fait comparable au ratio matières combustibles/eau de 8,53%, pris en compte par l'étude INERIS du 22 juillet 2015 (n° DRA-13-125880-01272D) qui conclut que « Les essais réalisés montrent qu'une palette telle que celle testée lors de la campagne n'est pas à classer comme combustible sous la rubrique 1510 si elle est conforme à la description présentée dans le Tableau 14. ».

Cette façon de considérer le bâtiment Oméga étant intervenue en fin d'instruction du dossier d'autorisation (note complémentaire de l'exploitant du 18 janvier 2018), les prescriptions relatives aux conditions de stockage dans le bâtiment Oméga n'ont pas été modifiées dans le projet d'arrêté qui a été signé le 13/08/2018.

En conséquence, l'inspection propose au préfet de prendre acte de la modification sous réserve que le ratio moyen pondéré matières combustibles/eau des différentes cellules de stockage du bâtiment Oméga reste inférieur à 8,53%, ratio pris en compte par l'étude INERIS. Cette condition sera reprise sous forme de prescription dans l'APC qui sera réalisé suite à une prochaine modification.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet